

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Elisabeth II

Boris Johnson a demandé à la reine de suspendre plus longtemps que prévu les sessions du Parlement britannique. En France, on s'est pris d'intérêt pour la figure du monarque constitutionnel. *Le Figaro* est allé jusqu'à se demander si Elisabeth II allait être le dernier rempart de la démocratie. Il est vrai qu'en Grande-Bretagne, même, le leader de l'opposition Jeremy Corbyn a exprimé le souhait d'être reçu par la reine, après Boris Johnson et avant qu'elle ne prenne sa décision. L'objectif était simple : convaincre cette figure modératrice de ne pas laisser à son Premier ministre toutes les marges de manœuvre, face aux négociateurs de l'UE. La difficulté a finalement été contournée, et des recours sont en cours, tant par voie de pétition que devant la justice.

Une chose est sûre, en attendant : Elisabeth II n'a pas jugé illégale la position de son Premier ministre, très engagé à faire respecter le résultat du référendum de 2016.

Souveraineté

Irréductibles nations

Bioéthique

Demain,
des chimères ?

p. 2

Idées

Jacques
Ellul

p. 9

Demain, des chimères mi-homme mi-animal?

Encore de la nouveauté au rayon « manipulation du vivant » et un pas de plus de franchi dans une post-humanité quasiment assumée : des embryons humains-animaux.

Hiromitsu Nakauchi est chercheur à l'Université de Stanford (Californie) et de Tokyo. Ses recherches se concentrent sur la création de chimères, mix de cellules humaines et animales. Le professeur injecte des cellules humaines pluripotentes (capables de se différencier en de nombreux types cellulaires différents) dans un embryon animal, après avoir ôté le gène nécessaire au développement de l'organe animal. Le but est de parvenir au développement, dans le corps de l'animal, d'un organe humain qui sera transféré à un malade.

Depuis une dizaine d'années déjà, ce professeur pratiquait ce type d'expériences mais avec des cellules uniquement animales (rat sur souris ou souris sur rat), ce qui posait moins de questions éthiques. Le gouvernement japonais a donc fait un pas de plus en autorisant ces nouvelles recherches.

Aux États-Unis, ce type de recherches n'est pas prohibé mais un moratoire empêche le financement public. En France, la loi est biaisée, ce qui laisse une porte ouverte. Il est interdit de transférer des cellules-souches embryonnaires humaines dans des embryons d'animaux. Mais comme l'a expliqué le professeur Hervé Chneiweiss au *Figaro santé*, on peut faire des recherches « *sur les cellules pluripotentes induites, qui sont des cellules adultes qu'on a forcé à retourner à l'état de cellules embryonnaires* ». Or, les recherches de Nakauchi rentrent dans ce schéma. Le transfert de la valve porcine (parfois bovine ou équine)

à un homme est aussi autorisé.

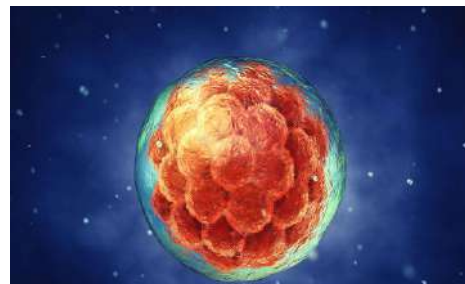
Si, dans la communauté médicale, on s'inquiète déjà des problèmes éthiques, c'est que le cas est complexe. Dans une société moderne où l'on entend assurer une qualité de soins optimale et pallier légitimement la pénurie d'organes, il est difficile d'opposer les dangers de toutes les manipulations du vivant à l'œuvre, quand bien même ces dangers existent.

Dans la majeure partie des pays développés, toute potentialité scientifique tend à être confondue avec devoir pratique. Si cela est possible, cela devient souhaitable. Et quand l'argument de la mort (qu'on veut repousser ou supprimer) apparaît, la raison est vilipendée. Le problème évident qu'on perçoit est l'impossibilité qu'il y aura à arrêter le train d'un progressisme qui autorise des transferts d'organes humains dans un animal.

Ouvrir la vanne ?

Il en allait un peu de même en France en 2004 lors des discussions sur le clonage thérapeutique, les partisans arguant qu'on ne franchirait pas la redoutée barrière du clonage reproductif. La loi de 2004 sur la bioéthique interdit toutefois tout type de clonage. Au vu du passif de l'homme sur sa propre espèce, on peut légitimement douter, à l'heure des prouesses scientifiques, d'un auto-raisonnement qui le contraindrait naturellement à « ne pas aller plus loin ».

En outre, sans sombrer dans l'an-



ti-spécisme ou faire le jeu de certains vegans anti-humanistes, force est de reconnaître que les expériences scientifiques sur les animaux ne sont plus dans l'air du temps non plus. Pour les cosmétiques, cela semble une évidence à une majorité d'entre nous, eu égard aux souffrances atroces endurées par les bêtes.

Au contraire, les recherches sur la fabrication d'organes artificiels, qui existent depuis le 19^{ème} siècle et ne font plus débat, ne devraient-elles pas être encore plus soutenues ? Mieux : l'ingénierie tissulaire, qui consiste à « *produire, à partir de cellules humaines en culture, des tissus vivants pour restaurer, maintenir ou améliorer leur fonction* », offre de belles perspectives d'avenir dans un respect du corps de l'homme et de l'animal. À ceux qui verraient dans l'opposition à ces manipulations du vivant un signe d'inhumanité, il est encore possible de répondre qu'au contraire c'est la volonté de conserver une humanité la plus intacte possible, fragile par essence et imparfaite, qui pousse à se montrer critique, à savoir dire stop parfois. Le fondement n'en est pas une froide raison égoïste mais une raison prudente, attentive, nécessaire pour continuer de penser l'Humain dans sa substance charnelle et sentimentale.

Indiana SULLIVAN

SOMMAIRE

P 1 - Cible : Elisabeth II - P 2 : Bioéthique : Demain, des chimères mi-homme mi-animal ? - P 3 : Gouvernement : La grande frousse - Écho des blogs : L'écologie sans l'humain - P 4 : Européisme : L'eurodépartement de Moselle ou l'enclave trinationale - P 5 : Droit international : Qu'est-ce que l'Amazonie? - P 6- 7 : Débats : Irréductibles nations - P 8 : Histoire : Les racines oubliées du socialisme - P 9 : Idées : Ellul, prophète pour aujourd'hui - P 10 : Visages du nouveau monde - P 11 : - Actualités de la Nouvelle Action royaliste - P 12 : Éditorial : « Ce Brexit qui vient »

La grande frousse

À l'Élysée, à Matignon, on craint une rentrée sociale agitée, voire explosive. Alors on communique, on distribue un peu d'argent et on opère un prudent repli tactique sur la réforme des retraites...

L'inquiétude d'Emmanuel Macron était visible, lorsqu'il s'est adressé aux Français le 24 août, quelques heures avant l'ouverture du G7 à Biarritz. Tout en évoquant les grands thèmes du sommet – relations internationales, changement climatique – celui qu'on appelait « Jupiter » a promis que le sommet se consacrerait aussi à la lutte contre les inégalités, plaidé pour la réconciliation et la concorde, avant de lancer un appel au calme, tant on redoutait en haut lieu les manifestations violentes.

Curieux d'entendre le représentant d'un système économique qui fonctionne grâce aux inégalités plaider pour la réduction de celles-ci. Énervant d'entendre le représentant d'une classe sociale mobilisée pour promouvoir ses intérêts au détriment des autres classes



appeler à la concorde sociale... Comme toujours, la faiblesse de la communication élyséenne a été compensée par le déploiement de forces de maintien de l'ordre qui ont découragé par leur masse les manifestants.

Cette victoire dérisoire n'a pas dissipé la frousse du gouvernement. Les journalistes qui piapiaient à longueur de journée avec les conseillers ministériels évoquent régulièrement ces frayeurs. En haut lieu, on n'a plus peur des Gilets jaunes, matés à coups de matraque et de jours de prison, mais on redoute de nouveaux embrasements tant les foyers de révolte sont nombreux. La grève des urgentistes en est à son sixième mois et le nombre de services touchés ne cesse d'augmenter. L'angoisse des professeurs confrontés à la réforme du lycée est palpable et le caractère minoritaire des manifestations de juin ne rassure pas complètement le ministre qui a annoncé que le salaire des enseignants serait augmenté de 300 euros par an. C'est surtout la réforme des retraites qui fait peur car elle établira, nous y reviendrons, un système de paupérisation. D'où la soudaine intervention d'Emmanuel Macron annonçant qu'il préférerait un accord sur la durée de cotisation plutôt que sur l'âge puis l'annonce d'une « grande concertation » qui permettra de reporter après les élections municipales la réforme annoncée.

Ces manœuvres sont dérisoires. Le gouvernement fait face à un peuple qui, majoritairement, n'a plus la moindre illusion, quant à la mal-faisance des réformes qu'on veut lui imposer.

Sylvie FERNOY

L'écologie sans l'humain

Sur le blog *La Libre Belgique* (1), un jeune père de famille s'interroge sur un choix sociétal qui fait l'objet d'un battage médiatique intense depuis plusieurs mois, à savoir « ne pas faire d'enfants pour sauver la planète » et sur ce qu'il révèle de l'état de notre société.

Après avoir recensé quelques publications traitant de ce thème, il remarque que « depuis plus d'un an, une campagne acharnée – orchestrée ? – semble s'opérer dans les médias, traduisant une préoccupation accrue pour la cause écologiste mais aussi un véritable malaise sociétal. Que certains puissent poser ce choix est évidemment sain et tout à fait respectable. Ce qui est plus problématique, c'est lorsqu'il est suggéré de faire de même à l'échelle de la société. ». Puis il s'attache à en souligner l'aspect le plus discutable : « Considérer que la Terre est surpeuplée revient à affirmer que certains êtres humains sont de trop parmi nous. Qui sont ces humains surnuméraires ? (...). À partir de combien d'enfants doit-on s'arrêter ? Qui va expliquer aux cadets des familles nombreuses qu'ils seraient désormais de trop en ce monde, c'est-à-dire superflus ? C'est la finalité avouée des totalitarismes, explique Hannah Arendt dans *Les Origines du Totalitarisme*, de considérer l'humain comme superflu. » car « considérer la vie humaine à venir comme une simple variable d'ajustement, c'est en effet tomber dans une logique transactionnelle qui réduit l'humain à un coût : 58,6 tonnes équivalent CO2 par an. (...) Simple logique comptable ! » pour mieux dénoncer « la logique néo-malthusienne à laquelle semblent souscrire aujourd'hui certains militants écologistes (...). Pourquoi engendrer, en effet, si l'on partage une vision si dégradée - et dégradante - de l'Homme que l'on ne voit plus en lui qu'un individu consommateur qui détruit son écosystème ? ».



En guise de conclusion, nous laisserons à notre camarade François Gerlotto (2) le soin de nous rappeler les trois lois fondamentales qui doivent présider à toute authentique écologie politique :

- Garantir aux milliards d'humains (...) la satisfaction des besoins essentiels que sont l'alimentation, l'accès à l'eau, la santé, l'éducation, l'information...etc...
- Préserver l'avenir de l'humanité sur la planète sans que cela se fasse au détriment des humains présents.
- Maintenir les conditions nécessaires à la protection de toute autre forme de vie quand cela n'entre pas en conflit avec les priorités précédentes.

Loïc de BENTZMANN

(1) <https://www.lalibre.be/debats/opinions/ecologie-un-etre-humain-n-est-jamais-de-trop->

(2) p.95 – *Cataclysme ou transition ?* Ed. IFCCE - 19,80 € frais de port compris sur le site de la NAR

L'eurodépartement de Moselle ou l'enclave trinationale

Avec un unanimité presque émouvant, le conseil départemental de Moselle a récemment érigé la collectivité en « Eurodépartement ». Les élus espèrent ainsi renforcer la coopération transfrontalière au profit des mosellans, sans la certitude d'y parvenir mais en fragilisant un peu plus l'État-nation.

Le 9 mai 2019, les conseillers départementaux de Moselle ont communiqué dans la célébration de la fameuse « Europe qui nous protège ». À travers le vote d'une résolution, ils ont exhorté le Parlement à faire du territoire « l'Eurodépartement de Moselle ». Leur demande se fonde d'une part sur le traité d'Aix-la-Chapelle, signé avec l'Allemagne le 22 janvier 1919, et, d'autre part, sur le principe de différenciation territoriale. Le premier, dans son article 13 § 2, enjoint les États à doter leurs collectivités transfrontalières des compétences nécessaires au renforcement de la coopération bilatérale. Le second, on le sait, est un dispositif majeur de la révision constitutionnelle restée dans les cartons du gouvernement d'Édouard Philippe[1]. Le président du conseil départemental Patrick Weiten a promu cette émancipation européenne comme le moyen « d'exercer de nouvelles compétences au regard » de la « spécificité territoriale » de la Moselle, « pionnière de la coopération transfrontalière ».

Les auteurs de la résolution espèrent favoriser la mobilité de la population locale, renforcer l'attractivité du département et simplifier les échanges quotidiens. Pour satisfaire ces objectifs vagues, l'eurodépartement, une fois reconnu, compte bien obtenir des compétences dans huit domaines, dont la recherche d'emploi. Selon *Les Échos*, la Moselle souhaiterait instaurer la possibilité pour des chômeurs d'effectuer des stages en Allemagne[2]. La réorganisation du schéma d'intervention de la protection civile entre la Moselle, la Sarre et le Luxembourg serait aussi à l'ordre du jour, de même que le renforcement de la cogestion du site archéologique de Bliesbruck-Rein-

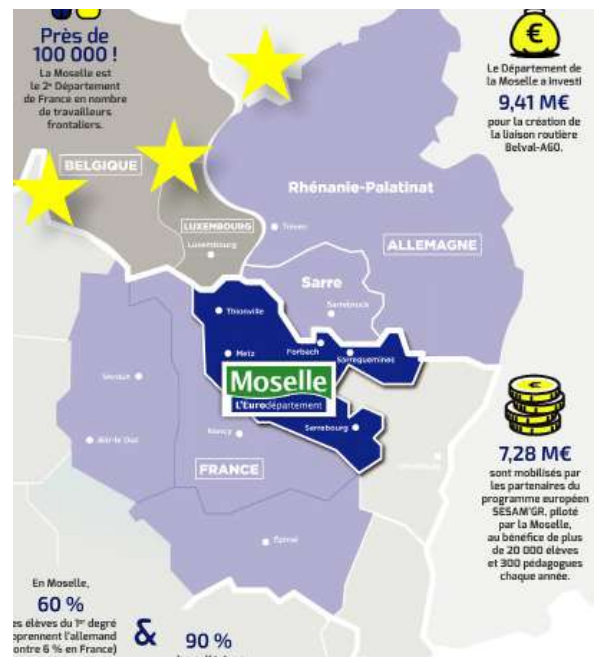
heim. Ce nouveau cadre de coopération devrait également affecter la politique éducative, puisque la Moselle entend renforcer le bilinguisme franco-allemand dans le primaire et le secondaire.

Le symbole avant tout

L'optimisme des conseillers départementaux risque pourtant d'être vite douché. D'abord parce que les ambitions exprimées, à bien y regarder, n'ont rien d' inédites. Pour ne prendre que l'exemple de la mobilité des travailleurs, la dynamique est largement à l'œuvre : 100 000 mosellans travaillent déjà hors des frontières françaises, soit plus d'un quart du total des travailleurs transfrontaliers français (360 000 environ). Surtout, la reconnaissance par le Parlement de compétences particulières pour l'eurodépartement dépend de l'adoption de la révision constitutionnelle, dont l'issue est incertaine.

Avec cette démarche, la Moselle a d'abord joué la carte du symbole. Déjà liée à la Sarre dans un « euro-district » créé en mai 2010, elle suit la mode de l'épithète qui a conquis les collectivités ou établissements publics frontaliers. L'eurodépartement rejoint ainsi la « collectivité européenne d'Alsace » – qui pourrait à terme quitter la région Grand-Est –, la « métropole européenne de Lille » et l'« eurométropole de Strasbourg ». Cette manifestation ostentatoire de l'adhésion au projet européen est une petite étape supplémentaire du processus de démantèlement de l'État-nation. En mettant

en exergue une identité spécifique, désormais partagée, les élus de ce territoire historiquement au cœur de la rivalité franco-germanique posent (en toute conscience ?) les jalons d'un séparatisme doux. La transformation de la Moselle en enclave trinationale bénéficiera-t-elle à son territoire ? Rien n'est moins sûr... Sur le blog *les-cris.es.fr*, l'essayiste Éric Juillot (billet du 17/07/2019) affirme pertinemment que tout « français citoyen – au sens étymologique du terme – se désolera [...] que tout un département soit devenu un espace satellite du Luxembourg et des Länder allemands voisins (Sarre et Rhénanie-Palatinat) ».



Le vote à l'unanimité des élus du conseil départemental confirme que la construction européenne ne fait même plus débat ; l'éviction du « national », cadre de la citoyenneté et donc de la démocratie, est désormais actée par les élites politiques.

Casimir MAZET

(1) Voir notre article dans *Royaliste* n° 1165, p. 4.

(2) Pascal Braun, « La Moselle se proclame eurodépartement », *lesechos.fr*, 3 juin 2019.

Qu'est-ce que l'Amazonie ?

La dispute entre Macron et Bolsonaro est liée à la méconnaissance de principes fondamentaux du droit international.

Entre la défense de l'environnement et celle des peuples autochtones, règnent de profondes confusions sur l'objet même du débat : qu'est-ce que l'Amazonie ?

Le débat est obscurci – c'est le moins que l'on puisse dire – par les représentations traditionnelles qui pèsent sur le regard contemporain, à commencer celui du Brésilien moyen. L'enfer vert, de Jules Verne à Indiana Jones, est devenu la nouvelle frontière de l'humanité. Mais l'ignorance continue à l'emporter sur la véritable nature de ce territoire, ses limites et son statut.

D'abord, l'Amazonie n'est pas *terra nullius*. La communauté internationale peut réglementer l'espace, la haute mer, les pôles. Le reste du monde est fini, territorialement délimité, où s'exerce une souveraineté particulière. Des servitudes peuvent s'imposer mais avec l'assentiment de la puissance souveraine. Première erreur au G7 de Biarritz : ne pas avoir invité des représentants des pays concernés. C'est la règle au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Le Brésil par exemple devrait être présent si le Conseil devait discuter de savoir si la situation en Amazonie constituait une menace à la paix et à la sécurité mondiales. Les présidents précédents, Lula ou Dilma Rousseff, auraient certainement été

conviés à Biarritz. Question d'affinités.

Ensuite, l'Amazonie est au premier chef une question panaméricaine. La région s'étend géographiquement sur neuf États sud-américains, dont la Guyane française. La première instance à en connaître, comme c'est le cas pour le Venezuela ou Cuba, est l'organisation des États américains. La doctrine Monroe n'est pas morte. Mais plus encore, la coopération intra-américaine est inscrite dans la coutume internationale. Bolsonaro n'a pas paru à la conférence régionale. Il ne tient qu'à lui de subir des sanctions et de rejoindre Maduro dans le camp des parias.

Tertio : constitutionnellement, le Brésil est un État fédéral. Ce fédéralisme est certes déséquilibré dans la mesure où trois États ont à eux seuls la majorité absolue : Rio, Sao Paulo et Minas Gerais. À l'inverse, la majorité des Brésiliens rechignent à ce que 13% de la superficie du territoire national soient réservés à 0,4% de la population (les indigènes protégés). Le problème de l'exploitation de l'Amazonie comme du déséquilibre du pays ne date pas de Bolsonaro. Les amérindiens disposent de puissants relais d'influence au Congrès à Brasilia (capitale conçue, il faut s'en souvenir, contre Rio pour mieux prendre en compte le pays profond).

On en arrive ainsi au point central dans tout ce débat – déballage : les populations autochtones. Le débat n'est pas nouveau. Certains se souviennent de la controverse entre Roger Caillois et Claude Lévi-Strauss lors de la réception de ce dernier à l'Académie française (27 juin 1974). Bien sûr que ces indigènes aspirent aussi à la modernité, au développement, comme tout être humain ! On se focalise sur une centaine de petits groupes dits PAIV : peuples autochtones en isolement volontaire. Rarement composés de plus de quelques centaines de personnes, ils sont les derniers survivants d'un lourd passé (caoutchouc). Mais au total ce sont 505 territoires qui sont officiellement protégés au profit de près de 300 ethnies pour le seul Brésil dont la plupart participent au développement du pays. Ce sont eux les premiers gardiens du « poumon de la planète ». Le dernier recensement de 2010 chiffrait la population amérindienne au Brésil à 818 000 habitants (sur 191 millions) dont 517 000 vivaient en Amazonie, pour une majorité d'entre eux dans les villes. Peu à peu, comme toutes les populations autochtones à travers le monde, les enfants font des études. Ce n'est pas qu'une affaire de « primitifs » et de « civilisés » mais une histoire de familles.



Yves LA MARCK

Irréductibles nations

Les presses universitaires de la Sorbonne ont publié l'hiver dernier un ouvrage collectif qui ambitionne de combler un vide : commémorer la célèbre conférence d'Ernest Renan du 11 mars 1882 théorisant la conception française de la nation. Ce faisant, les auteurs proposent de moderniser le débat sur l'existence et le devenir des nations au XXI^e siècle.

Qu'est-ce qu'une nation en Europe ? interroge, dans son intitulé même, l'étude dirigée par l'historien Eric Anceau et le juriste et philosophe Henri Temple. Il est vrai que la question nationale se pose aujourd'hui dans un contexte bien différent de celui dans lequel s'était exprimé en Sorbonne Ernest Renan. La défaite de Sedan ne tourmente plus l'âme française, désormais hantée par un autre spectre, celui de la dilution nationale dans l'Union européenne. Les analyses proposées par une douzaine d'universitaires aux spécialités et aux engagements diversifiés ne se contentent pas de dresser le bilan de santé des nations en ce début de XXI^e siècle... Un siècle où « *resurgit le questionnement des nations, de leur nature, de leur rôle sociologique, politique et économique, de leur place dans une société en crise sur une planète surpeuplée et malade* ». Juristes, historiens, géographes ou économistes, les auteurs s'aventurent prudemment sur les chemins de la prospective, seule démarche qui permette d'appréhender l'ensemble des enjeux de notre temps.

Le produit de l'histoire

L'État-nation a connu son âge d'or aux XIX^e siècle mais ce modèle n'a rien d'idéal-typique. Les historiens Eric Anceau, Robert Tombs, Hélène Dewaele Valderrábano, Silvia Morton et Françoise Thom rappellent, à travers une série d'exemples – la France, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Roumanie et la Russie – que chaque nation possède sa temporalité, ses caractéristiques, sa mythologie. La nation est bien construction,

mais une construction issue de la combinaison de l'histoire, de la géographie et d'objectifs politiques spécifiques. En France, l'État a précédé la nation. Le centralisme étatique, engagé par les capétiens et achevé par la Révolution, a forgé une nation à partir de communautés disparates. Dès le début du XIX^e siècle cependant, l'abbé Barruel avait conçu le terme de « nationalisme » en l'affectant d'une connotation péjorative. L'homme de foi croyait voir dans l'affirmation nationale un obstacle à l'amour universel et un mépris de l'étranger.

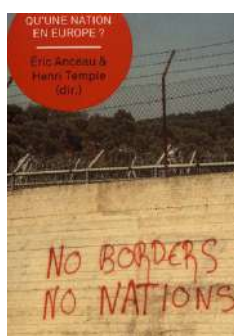
Au Royaume-Uni, la « nation britannique » s'est superposée aux quatre nations qui composent son territoire. Mais le sentiment d'appartenance à une « Grande-Bretagne » s'étirole, à mesure que disparaît ce qui l'avait nourri, notamment la puissance économique et impériale. En Espagne, l'inachèvement de la construction d'une nation espagnole autour de la Castille et de l'Aragon résulte essentiellement d'une série de traumatismes – dont le franquisme fut le plus récent et non le moindre – renforçant dans leur particularisme les peuples basques et catalans. Construite hâtivement sur les bases d'un territoire agrégé, d'une religion et d'une ethnie, la nation roumaine a subi plusieurs humiliations de la part des grandes puissances du continent avant d'être, enfin, reconnue elle-même comme un véritable État-nation. Enfin, la contribution de Françoise Thom évoquant le cas russe aborde l'attraction des élites post-communistes pour le modèle impérial et l'abandon d'un projet : la conversion au modèle de l'État-nation. La Russie conçoit dès

lors sa puissance politique dans sa capacité d'influence culturelle sur le continent eurasien, consciente que la pluriethnicité de ses populations est irréductible.

Là où la nation peine à s'affirmer, la démocratie en fait les frais. Les textes d'Eric Anceau et du géographe Jean-Pierre Doumenge le rappellent : tous les États démocratiques modernes se sont construits à travers l'affirmation de la souveraineté nationale sur un territoire considéré. Ce qui apparaît comme une loi de la science politique conduit tout naturellement à considérer le devenir de la souveraineté, et donc de la démocratie lorsque l'État-nation est fragilisé.

L'affaiblissement de l'État-nation

Les deux premières décennies de ce XXI^e siècle n'ont cessé d'interroger le modèle de l'État-nation. L'accélération du phénomène de la globalisation – le commerce, la finance, la culture et même le terrorisme sont internationaux – couplée à la crise migratoire et aux défis écologiques ont conduit les élites politiques et intellectuelles occidentales à encourager le dépassement des États. Ceci impliquait par ailleurs la dilution des particularismes nationaux au profit d'un multiculturalisme plus aisé à formuler qu'à faire vivre. En Europe, la stratégie insidieuse du



Eric Anceau

« fédéralisme furtif » a considérablement réduit la souveraineté de l'État par le développement du droit de l'Union européenne tandis que la création de l'Euro a privé les gouvernements de l'arme de la dévaluation et de la capacité d'endettement auprès des banques centrales. Les économistes Jean-Claude Werrebrouck et Jacques Sapir convergent dans l'idée que la monnaie unique s'avère un échec retentissant, hélas impossible à remettre en cause car elle est devenue un « talisman ».

L'Union européenne a profondément désarmé les États sans constituer ce rempart annoncé contre



Pierre-André Taguieff

l'hyper-puissance américaine et contre les effets néfastes de la globalisation. « Aujourd'hui, on peut démontrer que l'euro a, du fait de son mode actuel de fonctionnement et d'organisation, accéléré la contamination des banques européennes par les produits dits "toxiques" en provenance du marché américain, écrit J. Sapir. L'euro a aussi conduit à l'adoption de politiques économiques insensées [...] qui n'ont eu pour effet que de renforcer la position dominante de l'Allemagne. » Ce constat d'échec n'ébranle en rien les certitudes des dirigeants europhiles, notamment français. Dans une allocution prononcée à la Sorbonne le 26 septembre 2017, le président Emmanuel Macron a fustigé l'attachement au national, perçu comme un repli forcément contre-historique. Mais celui qui rêve de porter l'Europe fédéraliste et souveraine sur les fonds baptismaux ne s'accroche-t-il pas lui-même à des chimères ? C'est tout le sens de la contribution de Pierre-André Taguieff – assurément un « grand » texte – qui déconstruit le raisonnement macronien et le confronte à une réalité qu'il feint

d'ignorer : les nations n'ont pas été réduites.

L'heure de la renationalisation

Qu'est-ce qu'une nation en Europe ? renferme bien un parti pris : les nations ont une fonction politique, sociale et psychologique et vont pour cette raison résister à la mondialisation. Ainsi Henri Temple évoque-t-il l'influence de l'identité nationale dans la construction de chaque individu. Une part de la personnalité de celui-ci provient d'abord de la société à laquelle il appartient. Il en résulte, en corollaire, que la perturbation de cette partie de son « moi » provoque des séquelles : « *L'hybridation culturelle peut générer une crise d'identité : elle peut même dégénérer en conflit d'identité, qui deviendra violent.* » Structurante pour les hommes, la nation qui détient la souveraineté politique sur un territoire est aussi la condition essentielle de l'existence d'un État. En négligeant le rôle sociologique et politique de la nation, les tenants de la globalisation découvrent que l'ouverture des frontières aux hommes, aux marchandises et aux capitaux ne peut venir à bout des appartenances locales.

Après une longue période marquée par la « dénationalisation », de la fin des Trente glorieuses jusqu'à la crise financière internationale de 2008, ce que les néolibéraux décrivaient comme la marche de l'histoire vers un monde sans frontières ni régulation, peuplé de travailleurs-consommateurs, substitués interchangeables des citoyens de jadis, n'est plus une évidence. L'heure de la « renationalisation » a-t-elle sonné ? La fin de la Guerre froide avait laissé les États-Unis dominer seuls l'ordre international. Or, avant comme après Westphalie, analyse Jacques Sapir, le monde a toujours été multipolaire et la réaffirmation de nations puissantes apparaît en conséquence comme un retour à la normale. Le phénomène dépasse même le cadre des États dans leurs frontières actuelles. En Espagne les Basques puis les Catalans, au Royaume-Uni les Écossais, en Belgique les Flamands ou encore les Vénitiens en Italie ravivent le fait national et revendiquent le droit de se constituer à leur tour en États souverains. Le projet d'une fédéra-



Henri Temple

tion continentale construite autour d'un utopique « peuple » européen se mouvant dans de grandes régions sans histoire ne deviendra pas réalité.

Comme si cela ne suffisait pas, l'Europe est traversée de courants contestataires. Orientés aux confins de la gauche (Podemos, Syriza, le Mouvement 5 Étoiles...) ou de la droite (La Ligue, le Rassemblement national, FPÖ...), tous amalgamés dans le grand sac des « populismes », ces courants contestataires sont pour l'heure les réceptacles de toutes les peurs résultant de l'affaiblissement des États-nations. Il est donc probable, comme le présentent les historiens Pascal Cauchy et Éric Anceau en conclusion, que les nations européennes n'acceptent pas d'acter leur propre disparition. Bien sûr, ce retour des questions identitaires dans le débat public inquiète. Il porte les germes d'une intolérance ravageuse que les contributeurs de l'ouvrage n'évaluent pas et ne sauraient minimiser. Ils s'engagent à la recherche d'une troisième voie salutaire, évoquée notamment par les contributions d'Oliver Gohin et de Pierre-André Taguieff. Ce dernier rappelle avec justesse qu'« *en France, le souci de la souveraineté nationale a fait partie de la tradition républicaine et ne doit pas être assimilé au nationalisme xénophobe* ». Entre le déracinement mondialiste et un identitarisme agressif, les États ont le choix de réaffirmer leur souveraineté à travers une nation dans sa conception volontariste et inclusive. Celle-là même que notre pays avait fait sienne.

Casimir MAZET

Éric Anceau, Henri Temple (dir.), *Qu'est-ce qu'une nation en Europe ?*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2018, 332 pages.

Les racines oubliées du socialisme

L'historien Jean-Pierre Deschodt nous livre une nouvelle lecture de la naissance du socialisme français, où Proudhon et la tradition autogestionnaire retrouvent toute leur place. Une page d'histoire qui permet d'éclairer d'une autre manière les débats actuels sur le « déclin » du socialisme.

Georges Sorel écrivait en 1902 qu'une histoire sérieuse du socialisme français ne serait probablement jamais écrite, car les théoriciens révolutionnaires l'ignoraient complètement. De fait, cette histoire est restée longtemps très militante ou très lacunaire. Jean-Pierre Deschodt relève le défi de Sorel en dressant un panorama d'ensemble du mouvement ouvrier français, des origines à 1905. Il insiste, à juste titre, sur la première période socialiste, celle des pionniers et des innovateurs, qui doit beaucoup à Proudhon et à Comte, peu à Marx, encore moins à Robespierre. On est frappé de constater que les violentes oppositions que l'auteur évoque, se retrouvent largement dans les débats d'aujourd'hui.

On sait que le monde du travail a été le grand sacrifié de la Révolution française. Le vent du libre-échange devait conduire les conventionnels à supprimer l'organisation corporative de l'Ancien Régime et à laisser les démunis sans aucun secours. Jean-Pierre Deschodt parle d'un passif social de grande ampleur jusqu'à la fin de l'Empire, que toutes les enquêtes sur la misère ouvrière confirment. Il faudra attendre la Restauration pour que les premières sociétés de secours mutuelles soient encouragées par le Gouvernement. Durement réprimé lors de la révolution de 1848, le monde ouvrier devra attendre le Second Empire pour obtenir un premier droit de cité.

Les conceptions des premiers socialistes tournent logiquement autour de l'idée d'une « société organisée ». Deux courants dominant : le mutualisme de Proudhon (1), le socialisme positiviste d'Auguste Comte, avec des idées assez convergentes : auto-

nomie des travailleurs, démocratisation de la propriété et du crédit, méfiance vis-à-vis de la grande industrie et de l'intervention de l'État... La « lutte des classes » est vécue, non pas comme un mal, mais comme un moteur du progrès, pour peu que des médiations se mettent en place. Ce premier socialisme est aussi celui des réalisations concrètes : création des premiers syndicats, convocation d'un congrès ouvrier en 1876.

La Commune marque un vrai tournant. Après la répression féroce de septembre 1871, ce sont les éléments les plus radicaux qui prennent

la main. Leurs idées sont à l'opposé de celles des premiers socialistes : industrialisation intensive, collectivisation étatique, embrigadement de la société. Leurs dirigeants se rendent à Londres dès 1880 pour rédiger, sous l'œil vigilant de Marx, leur premier manifeste. L'objectif est désormais politique : il s'agit de conquérir l'État par le biais d'un

parti centralisé. Les congrès ouvriers tombent alors aux mains des collectivistes, sous la surveillance étroite de l'Internationale, tenue d'une main de fer par les marxistes.

Mais l'histoire n'a pas encore dit son dernier mot. Si les socialistes politiques finissent par s'unifier, en 1905, les anti-autoritaires, réfugiés dans les syndicats, ne sont pas en reste. En 1894, au premier congrès syndical, on expulse les collectivistes, l'union est faite avec les bourses de travail de Pelloutier (2), et c'est une CGT d'inspiration proudhonienne qui voit le jour en 1895. La Charte d'Amiens de 1904 jette les bases du syndicalisme français : indépendance politique, anti-étatisme, recours à la grève générale pour changer la société. Les relations

entre les deux pôles du socialisme français, l'un politique, l'autre syndical, seront longtemps marquées par la méfiance.

De ce vaste panorama, Jean-Pierre Deschodt tire deux séries de conclusions utiles pour le temps présent. La première concerne l'avenir de la social-démocratie. Il est incontestable qu'en acceptant l'économie de marché et en se détournant du monde du travail, le socialisme européen a renié l'essentiel de ses convictions d'origine. Mais les jeux sont-ils totalement faits ? L'importance donnée aux questions sociétales ne traduit-il pas un glissement vers une autre utopie, un autre déterminisme, celui d'une société sans différence, à défaut d'une société sans classes ? Mutation donc, et non pas déclin ? L'hypothèse est intéressante et mérite d'être sérieusement creusée.

L'autre perspective ouverte par Deschodt est celle d'un retour du premier socialisme, d'une revanche posthume de Proudhon contre Marx. Il est vrai que le syndicalisme, enfin libéré du poids du socialisme politique, devrait logiquement renouer avec ses idées d'origine : indépendance, résistance à la démesure industrielle, culture de l'autogestion. Il est également vrai que la vague écologiste porte des valeurs qui sont très proches de la pensée proudhonienne.

Il n'est donc pas exclu que le XXI^e siècle revive un moment socialiste. Les héritiers que nous sommes du légitimisme social et du syndicalisme chrétien, ne peuvent qu'y être sensibles.

Paul GILBERT

(1) Sur Proudhon et le mutualisme, on lira avec intérêt l'ouvrage de Thibault Isabel, *Proudhon, l'anarchie sans le désordre*, préface de Michel Onfray, Éditions Autrement, 2017.

(2) Sur Pelloutier et l'aventure des bourses de travail, l'ouvrage incontournable est celui de Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action direct*, Points Histoire 1985.

Jean-Pierre Deschodt, *La face cachée du socialisme français*, Éditions du Cerf, janvier 2019, 376 p.



Ellul, prophète pour aujourd'hui

Y a-t-il réellement une pensée écologique ? La question paraîtra étonnante, eu égard à l'omniprésence d'un souci adopté aujourd'hui par presque toutes les familles politiques. Mais, autant le courant libéral ou le courant social-démocrate peuvent se réclamer de figures notables de l'histoire politique, autant le courant écologiste semble flotter au gré des idées vagues. Il y a toutefois des exceptions. Un José Bové et un Noël Mamère ne craignent pas de se réclamer de Jacques Ellul, cet universitaire bordelais qui marqua plusieurs générations d'étudiants ainsi qu'un public de lecteurs passionnés. Pour autant, il n'est nullement évident que la pensée de ce précurseur soit reçue dans son intégrité et sa complexité. C'est pourquoi on doit se féliciter de la publication du petit ouvrage de Patrick Chastenet, qui est un des meilleurs spécialiste de son compatriote. En une centaine de pages, les grands thèmes abordés par Ellul durant sa vie, sont présentés d'une façon synthétique, non sans indiquer que l'auteur n'est pas seulement un sociologue, mais aussi un théologien.

Théologien et non philosophe. Jacques Ellul, bien qu'il ait beaucoup réfléchi à la suite de Kierkegaard, ne parvenait pas à s'enfermer dans les cadres d'une discipline qu'au demeurant le penseur danois avait largement transgressés. Avec quelque malice, on pourrait dire qu'à la prétention des Lumières le lecteur de la Bible oppose un éclairage supérieur qui rend mieux compte des réalités humaines. C'est ainsi que ce précurseur de l'écologie n'aura jamais le culte de

la nature, il préférera parler de Création, ce qui évitera toute idolâtrie et permettra de mieux comprendre le rôle et la mission de l'homme au sein du cosmos. Il combattra vivement la thèse de ceux qui prétendent que c'est dans la Genèse que se trouve la clé de l'exploitation éhontée de la nature. Non, la Création est remise à la responsabilité humaine pour la sauvegarder sagement. À ce propos, Ellul anticipe certaines tendances

très actuelles. Pour lui, tuer un animal reste toujours à la limite du meurtre. D'une certaine façon, les végétariens d'aujourd'hui pourraient se réclamer de celui qui très tôt dénonça ce qu'il appelait « *la terreur dans la Création* ».

Patrick Chastenet résume bien la problématique d'Ellul : « *À partir du moment où le concept de nature s'est substitué à celui de Création, la démesure a remplacé la limite comme le pillage l'exploitation de la planète.* » Cette exploitation ne se comprend pas sans le vertige de la technique qui s'est emparé de la civilisation contemporaine. L'analyse du phénomène technique précède l'analyse de la dégradation écologique de la planète. Là encore, le penseur affirme sa radicalité. La modernité est dominée par la nouveauté du phénomène. Il n'est

pas vrai que c'est son mauvais usage qui explique les dégâts de la technique. C'est le phénomène technique lui-même qui est à prendre en compte dans sa globalité pour saisir l'étreinte qu'il fait subir au corps social et au cosmos. L'accélération de ce qu'on appelle le progrès depuis le début du XXe siècle produit une modification qualitative, on n'est plus dans le domaine des moyens mais dans celui d'un milieu artificiel qui impose sa loi. Est-ce à dire qu'Ellul prône le retour aux âges anciens et répudie tout usage de moyens modernes ? Sans doute pas, puisqu'il préconisera, grâce à l'automatisation, une libération du travail mais toute libéralisation ne sera possible que dans la mesure où le phénomène sera dominé. Là-dessus, il rejoint largement les positions d'un Günther Anders et d'un Bernanos de La France contre les robots, au risque de s'opposer à un Emmanuel Mounier, qui au lendemain de la guerre, avait pris position en faveur de la civilisation industrielle. Pourtant, le jeune Ellul s'était reconnu dans le personnalisme de la revue *Esprit* des origines, non sans marquer déjà soigneusement son terrain. Ne reprochait-il pas à Mounier son autoritarisme centralisateur ? De son côté, le directeur d'*Esprit* ne pouvait admettre son prophétisme et son catastrophisme.

À ce propos, on peut s'interroger. En effet, si proche que l'on se sente de la pensée d'Ellul, ne va-t-il pas trop loin par système, pour s'opposer aux tendances mortifères qu'il a justement repérées. On peut s'identifier largement à son anarchisme, mais sa condamnation de la politique est hautement critiquable. La brève expérience qui fut la sienne au lendemain de la guerre l'a dégoûté à tout jamais d'une action politique dont il a découvert la vanité. C'est désormais une sorte de bureau-technocratie qui a pris les commandes et qui fait des élus, quels qu'ils soient, de simples commanditaires. Sans nier le bien-fondé d'un tel constat, on doit tout de même s'interroger sur le péril qu'il y a à dédaigner l'instrument politique qui est tout de même le levier indispensable pour contrer la dictature des techniciens. On pourrait faire un reproche analogue, en ce qui concerne le dédain d'Ellul pour le cadre national et la médiation qu'il constitue par rapport à l'impérialisme mondialiste.

Il n'en reste pas moins que la lecture de Jacques Ellul est particulièrement précieuse, voire indispensable, en un temps où l'impératif écologique est devenu écrasant. Ellul aura eu le mérite de comprendre, avec son ami Charbonneau, qu'il fallait revenir à la pensée des limites et qu'il n'était plus possible de « *poursuivre un développement infini dans un monde fini* ». En ce sens, il s'affirme vraiment révolutionnaire mais sa révolution va à l'inverse de toutes les conceptions prométhéennes contemporaines.

Gérard LECLERC

Patrick Chastenet, *Introduction à Jacques Ellul, La Découverte, Repères sociologie.*



Patrick Chastenet
**Introduction
à Jacques
Ellul**



Visages du nouveau monde

Pendant trois ans, la journaliste Jessica Bruder a suivi des travailleurs itinérants fruits de la crise financière de 2008. Privés de maison, d'emploi, de retraite, d'économies le plus souvent, ils ont investi leurs derniers dollars dans un van qu'ils ont équipé de manière à y vivre, pardon à y survivre. L'image d'un nouveau monde où la détresse matérielle est offerte aux requins de l'industrie américaine, mais où la misère et la solitude côtoient la solidarité et l'entraide

Hardis pionniers et, à la fois, enfants de la crise de 1929, ils partent à travers les États-Unis dans un van voire même dans une voiture. Beaucoup ont largement dépassé l'âge de la retraite et ont eu de bonnes situations. Certains ont de la famille mais ils ne veulent pas leur imposer leur présence. D'ailleurs ces enfants sont parfois eux-mêmes en difficulté et ne pourraient que difficilement les accueillir. Et puis on a sa fierté, on ne veut en aucun cas dépendre des autres.

Alors ils sillonnent les routes américaines à la recherche d'emplois souvent précaires presque toujours mal payés que leur offrent des entreprises qui ont compris tout le parti à tirer d'une main d'œuvre bon marché, disponible et qui n'est surtout pas en position de contester. D'où des heures de travail à n'en plus finir parfois jusqu'à l'épuisement, dans des dépôts de la grande distribution, dans des campings, dans des parcs de loisirs. À la moindre anicroche, à la moindre erreur, on peut être viré sans autre forme de procès. Mais l'essentiel est-il là ? Comme le disent les prospectus qu'on leur distribue pour leur présenter leur emploi : ils vont pouvoir se faire de nouveaux amis et vivre une aventure humaine incomparable. Mais, bien sûr, on ne parle pas des accidents et surtout des muscles fatigués, des organismes épuisés, des repas qu'on saute faute d'avoir la force de se mettre à la cuisine et des nuits que l'on passe tout habillé. On se croirait aux plus belles heures du capitalisme manchestérien. Devant tant de cynisme, on ne sait si on doit rire ou pleurer. Heureusement, dans leur malheur, ces femmes et ses hommes savent

faire preuve de solidarité. Petits-enfants de la crise de 1929, ils sont aussi les enfants de la révolution numérique. Les réseaux sociaux sont pour eux un espace de rencontre où s'échangent bons tuyaux et adresses. Ils se retrouvent aussi dans de grands rassemblements où pendant une semaine ou plus, ils trouvent réconfort moral, proximité humaine, conseils pratiques et vivent des moments de fête et de joie. On apprend à trouver une place de parking de supermarché où il est possible discrètement de passer la nuit. On apprend à répondre aux policiers susceptibles de vous verbaliser pour camping sauvage et de vous chasser.

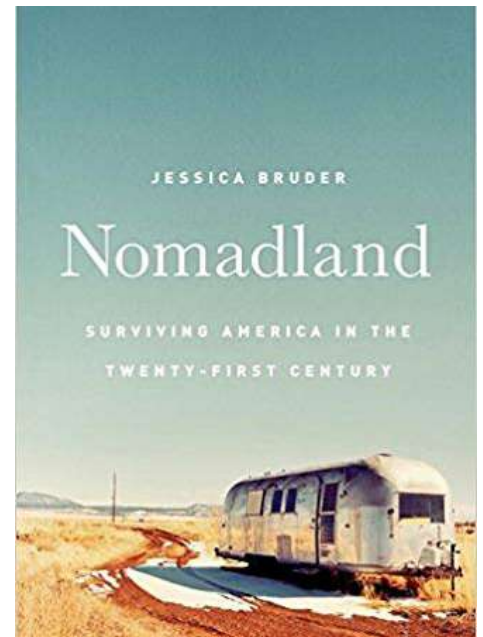
L'auteur en immersion

On apprend à se soigner à moindre coût, à aménager son van ou sa voiture pour en faire un lieu de vie à peu près supportable. On apprend à repérer les laveries automatiques et des clubs de sport pas trop chers où il y a des douches et des toilettes disponibles à prix modique. On apprend à camper dans des zones forestières ou à proximité des camps de vacances. On apprend à faire face à la peur, surtout la nuit quand on est dans son

van. L'auteure a elle-même un temps accompagné ces "voyageurs" à travers leurs périples, et elle raconte sa première nuit et ses angoisses que, peu à peu, elle apprend à surmonter.

Et tout cela dans quel but ? Avec quel projet pour l'avenir ? La plupart du temps de continuer encore et encore, tant

que le corps et l'esprit le permettent. Quel avenir a cependant un couple âgé à qui l'on vient de diagnostiquer à l'épouse qu'elle est atteinte de la maladie de Charcot ? Pourtant certains ont des projets comme Linda



May qui rêve d'acquérir un bout de terrain pour y faire construire une géonef, c'est-à-dire une maison futuriste et écologique construite à partir de matériaux de récupération, alimentée en électricité et en chauffage par l'énergie solaire et dont l'alimentation en eau est assurée par les eaux de pluie. Il y a chez ces personnes sans adresse (et pas sans toit, ils tiennent à marquer la différence) à la fois du passéisme et du modernisme voire du futurisme. Il y a de l'inquiétude et de la peur, mais rarement du désespoir. À noter que la plupart de ces migrants d'un nouveau genre sont des WASP, parce que ces migrants sont le plus souvent issus des classes moyennes, voire parfois des classes moyennes supérieures où dominent encore les blancs. Une dernière petite chose : ce livre est d'abord et avant tout, une très belle série de portraits, un livre de rencontres avec des êtres de chair et de sang, qui ne peut laisser aucun lecteur indifférent...

Marc SEVRIEN

Jessica Bruder, *Nomadland*, Globe, 2019.

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi de l'année universitaire, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

La conférence commence à 20h très précises (accueil à partir de 19h30).

Entrée libre, une participation aux frais de 2 euros est demandée. La conférence s'achève à 22h.

Une carte annuelle d'abonné des mercredis (12 euros) permet d'assister gratuitement à tous les mercredis.

Après la conférence, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 7 euros).

Réunion de rentrée le 9 octobre. François Gerlotto présentera son livre : *Cataclysmes ou transition ? L'écologie au pied du mur*.

Pour s'inscrire, vous pouvez téléphoner au numéro suivant : 06 43 11 36 90.

Souscription 3ème liste

Jean-Louis Legoux : 30
Jean-Pierre Dauvillier : 20
Jean-Jacques Foucher : 100 ;
Bernard Thibault : 50
Laurent Soutenet : 20
David Arnaud : 100
Jean-Jacques Boisserolle : 80
Jean-Marie Tissier : 20
Nicolas Palumbo : 150
Jean-Luc Castro : 30.

Total souscription 2019
au 5 septembre : 7045

Merci à tous !

Les conférences de la Nouvelle Action Royaliste peuvent être revues sur youtube. Retrouvez par exemple les quatre dernières conférences : Philippe Delorme et la légende de Notre-Dame, Jacques Sapir et la question de la stratégie politique, Fadi El Hage et son livre *Le sabotage de la noblesse*, Monique Pinçon-Charlot et son ouvrage *Le Président des ultra-riches*.

Communiquer avec nous

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr
Tél. : 06.43.11.36.90

Suivre la NAR

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>
<http://archivesroyalistes.org>
<http://www.dailymotion.com/nouvelle-action-royaliste>
<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

FRANÇOIS GERLOTTO

CATACLYSME OU TRANSITION ? L'ÉCOLOGIE AU PIED DU MUR



IFCCE
COLLECTION CITÉ

Abonnement et adhésion

règlement à l'ordre de :
**La Nouvelle Action
royaliste**

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 06 43 11 36 90

Directeur de la publication

Yvan Aumont

Directeur politique

Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint

Christophe Barret

Rédacteur en chef

Marc Sévrien

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Ce Brexit qui vient

Le 21 juillet dernier, Boris Johnson est devenu le leader du parti conservateur et deux jours plus tard il a été nommé Premier ministre par la Reine Elisabeth II. Il a très vite formé un cabinet dont la composition a fait dire à la presse qu'on allait tout droit à un Brexit sans accord le 31 octobre prochain. Dès lors la presse française s'est déchaînée mettant en avant le dilettantisme du nouveau chef du gouvernement, évoquant la future implosion du Royaume-Uni avec en prime la reprise de la guerre civile en Irlande du Nord, la fuite des multinationales, l'effondrement de la City, la dégradation du PIB, déjà prédit après les résultats du référendum de 2016. La tenue de nouvelles élections parlementaires a été annoncée, les Tories n'ayant plus qu'une seule voie de majorité à la suite de la perte d'un siège lors d'une élection partielle au mois de juillet, la victoire des libéraux-démocrates démontrant une fois de plus que les électeurs britanniques ne veulent pas quitter l'Union Européenne. Il ne manque plus que les sept plaies d'Égypte et on aura définitivement fait le tour des fléaux à venir.

Comprenons-nous. Nul ne saurait nier que le Brexit ne se fera pas non sans difficultés, ni épreuves, ne serait-ce qu'avec le problème irlandais. Mais pour aussi importantes que soient ces questions, elles ne doivent pas faire oublier l'essentiel. La question du Brexit est au XXI^e siècle pour l'Europe ce que fut au XIX^e siècle la guerre de Sécession pour les États-Unis. En effet, celle-ci ne se fit pas au départ sur la question de l'esclavage car parmi les États fidèles à la Fédération, il y avait des États esclavagistes. Mais sur la question de savoir si un des États constitutifs de la Fédération était en droit ou non de la quitter. Les États-Unis constituaient-ils une association d'États souverains, ou bien ceux-ci faisaient-ils partie d'un ensemble qui les dépassait, le quitter s'assimilant à une trahison ? On sait que le Général Lee prit le commandement de l'armée confédérée non par adhésion à un système esclavagiste mais parce qu'il était virginien et que la Virginie, sa patrie, avait rejoint les États confédérés. On sait ce qu'il advint et la guerre de Sécession constitua le véritable acte de naissance des États-Unis d'Amérique.

Le Brexit à venir n'a évidemment que très peu de

choses à voir avec la guerre de Sécession et en cas de départ britannique de l'Union Européenne, aucun conflit militaire ne s'engagera. Pourtant derrière les discussions sur le Brexit se pose la question de savoir si un État peut quitter l'U.E. Non pas sur un plan juridique car la réponse est naturellement positive, mais sur le plan politique. Pour les plus exaltés des européistes, rejeter l'Union c'est rejeter le sens de l'histoire. Dès lors l'Union qui en est le vecteur à l'échelle de l'Europe ne peut être remise en cause car ce serait aller contre l'histoire et cela forcément n'a pas de sens. D'ailleurs, en 2007, lors de la négociation du Traité de Lisbonne, c'est à l'initiative de Nicolas Sarkozy qu'une procédure de sortie a été élaborée, contre l'avis de nombreux États. Qui pourrait bien vouloir quitter l'Union Européenne ? On a d'autant plus facilement cédé à ce caprice qu'on était persuadé qu'une telle situation ne se produirait jamais. N'est-ce pas le Président Macron qui a déclaré qu'il n'y aurait jamais de Frexit ?

L'impossible renégociation

Avec le Brexit, l'Union Européenne n'est plus qu'une organisation internationale de dimension régionale qu'il est possible de quitter quelles que soient les difficultés que cela entraîne. Or, pour les tenants de l'Union, celle-ci transcende les différents États-membres. La proposition allemande de voir l'Union Européenne remplacer la France en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité en est une des traductions logiques.

Mais, comme on ne peut pas faire la guerre au Royaume-Uni, il faut le punir, il faut qu'il paye et il faut faire preuve de la plus totale intransigeance. Dès lors toute persp

ective de renégocier quoi que ce soit est impossible. Boris Johnson le sait. Il peut dès lors se dire ouvert à la négociation tout en se préparant à un Brexit dur. Lorsque le Brexit sera mis en oeuvre, le 31 octobre ou plus tard, le monde ne s'arrêtera pas de tourner. Une certaine conception de la construction européenne aura cependant du plomb dans l'aile, pour le moins.

Marc SEVRIEN